

PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 JUILLET 2024
COMMUNE DE MUSSY-SUR-SEINE

La réunion a débuté le 8 juillet 2024 à 18h30 sous la présidence du Maire, Monsieur PETIT DE BANTEL Henri.

Secrétaire de séance : Madame FASENTIEUX Sylvie

Le quorum (plus de la moitié des 14 membres) étant atteint, la séance est ouverte.

Ordre du jour :

- D43_24 - CREATION POSTE D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE
- D44_24 - DECISION MODIFICATIVE BUDGET COMMUNE
- D45_24 - AFFECTATION DES RESULTATS BUDGET SCEA
- D46_24 - ADMISSION EN NON VALEUR
- D47_24 - TRANSFERT DE COMPETENCE EAU POTABLE
- D48_24 - TRANSFERT DE COMPETENCE ASSAINISSEMENT
- D49_24 - CONTRAT D'ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE ANNEE SCOLAIRE 2024-2025
- D50_24 - COMPLEMENT DELIBERATION RIFSEEP
- D51_24 - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE PMVE
- D52_24- SUPPRESSION DE POSTES
- Questions diverses

Intervention de la société Camping Car Park

Monsieur TROMBINI, représentant de la société CAMPING CAR PARK, a présenté un projet de création d'un parc pour camping-car Porte d'Auberive d'environ 16 places.

La Commune de Chateauvillain ayant créé un parc à camping-car, Monsieur TROMBINI propose aux membres du Conseil Municipal de prendre contact avec la mairie de Chateauvillain pour demander l'avis de celle-ci.

Il a également fait une proposition de financement afin que la Commune de Mussy sur Seine n'ait pas à faire une avance de trésorerie.

Projet à étudier.

D43_24 - CREATION POSTE D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE

Madame Marie-Luce LOISEAU, 2^{ème} Adjoint, propose au Conseil Municipal la création d'un poste d'Adjoint Administratif Principal de 1^{ère} classe à temps complet et son inscription au tableau des effectifs de la commune.

Après délibération, le conseil municipal :

- **DECIDE** la création de ce poste d'Adjoint Administratif Principal de 1^{ère} classe à temps complet à compter du 1^{er} juillet 2024.
- **CHARGE** Monsieur le Maire d'effectuer les démarches nécessaires à la suppression du poste d'Adjoint Administratif Principal de 2^{ème} classe.

13 voix pour

D44_24 - DECISION MODIFICATIVE BUDGET COMMUNE

Le Maire indique la nécessité de procéder à des modifications dans les imputations budgétaires.

Le Conseil Municipal accepte la décision modificative comme suit :

Section d'investissement (chapitre 041)

Dépenses

Article 231 Immobilisations corporelles en cours + 8 800.00 €

Recettes

Article 238 Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles + 8 800.00 €

13 voix pour

D45_24 - AFFECTATION DES RESULTATS BUDGET SCEA

Le Conseil Municipal constate les résultats de l'exercice 2023 et décide l'affectation du résultat

	<i>Exercice 2023</i>	<i>de clôture</i>	<i>Après affectation</i>
Section d'investissement	+ 174.511.45 €	+ 252 972.51 €	
Section de fonctionnement	+ 20 644.67 €	+ 225 973.08 €	+ 225 973.08 €

Le budget Eaux et Assainissement a un résultat d'investissement excédentaire de + 252 972.51 €. Il a un solde de reste à réaliser déficitaire d'un montant de - 80 000.00 €.

La différence étant excédentaire de + 172 972.51 €, elle n'entraîne pas de besoin de financement par l'investissement.

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **Décide** que l'excédent de fonctionnement sera repris au budget primitif 2024 pour la somme de + 225 973.08 €
- **Décide** que l'excédent d'investissement de l'exercice sera repris au compte 001 du budget primitif pour la somme de 252 972.51 €

13 voix pour

D46_24 - ADMISSION EN NON VALEUR

Madame Marie-Luce LOISEAU, 2^{ème} Adjoint, donne lecture des formulaires transmis par la trésorerie de Bar sur Seine pour admission en non-valeur des produits de budget service eau-assainissement.

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **ACCEPTE** l'admission en non-valeur des taxes et produits irrécouvrables suivants :
 - o pour la somme restant due de 624,42 €
 - o pour la somme restant due de 1,22 €

13 voix pour

D47_24 - TRANSFERT DE COMPETENCE EAU POTABLE

Vu le Syndicat Mixte Ouvert de l'Eau, de l'Eau Potable, de l'Assainissement Non Collectif, des Milieux aquatiques et de la Démoustication (SDDEA), créé depuis le 1^{er} juin 2016 en application de l'arrêté préfectoral DCDL-BCLI 201681-0003 du 21 Mars 2016 ;
Vu les statuts du SDDEA dans leur version en vigueur à la date de la séance ;
Vu la délibération n° 3 du Syndicat SDDEA en date du 2 juin 2016, portant création de la Régie du SDDEA ;
Vu les statuts de la Régie du SDDEA dans leur version en vigueur à la date de la séance ;
Vu le Code général des collectivités territoriales et particulièrement les articles L.1321-1 et suivants ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et particulièrement l'article L.3112-1.

Monsieur Jean-Louis DESMIER, 1^{er} Adjoint, expose au Conseil Municipal :

Service public de proximité, le SDDEA est un syndicat mixte ouvert à la carte, doté d'une Régie personnalisée. Le SDDEA et sa Régie mènent au quotidien toutes les missions techniques et administratives pour une gestion intégrée du cycle complet de l'eau. Ils assurent ainsi une mission de maîtrise d'ouvrage sur les 5 compétences suivantes : eau potable, assainissement collectif, assainissement non collectif, GeMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) et la démoustication.

A ce titre, Monsieur Jean-Louis DESMIER expose aux membres du Conseil Municipal la possibilité de transférer, à dater du **1^{er} janvier 2025**, la totalité de la compétence « Eau Potable » exercée par la commune au SDDEA, étant précisé que cette structure exploitera ce service d'intérêt public à caractère industriel et commercial au travers de sa Régie.

Ce transfert de compétence implique que le SDDEA sera substitué à la commune pour l'exercice de l'intégralité de la compétence « Eau Potable » que la commune exerçait précédemment.

Ainsi, Monsieur Jean-Louis DESMIER expose la possibilité de fusionner à la date effective du transfert de compétence, soit au 1^{er} janvier 2025, avec la commune de PLAINES SAINT LANGE, afin de créer entre les deux collectivités un COPE commun au sein du SDDEA sous le nom du COPE EAU POTABLE **MUSSY-PLAINES**.

LE CONSEIL MUNICIPAL, ENTENDU CET EXPOSE ET APRES EN AVOIR RECOURU AU VOTE :

- **DECIDE** de transférer, à dater du 1^{er} janvier 2025, la totalité de la compétence « Eau Potable » exercée par la commune au SDDEA, étant précisé que cette structure exploitera ce service d'intérêt public à caractère industriel et commercial au travers de sa Régie.
- **PREND ACTE** que ce transfert de compétence implique que le SDDEA sera substitué à la commune pour l'exercice de l'intégralité de la compétence « Eau Potable » que cette dernière exerçait précédemment.
- **SUBORDONNE** la réalisation de ce transfert de compétence au respect des conditions suivantes :
- **ACCEPTE** qu'à la date effective du transfert de compétence, soit au 1^{er} janvier 2025, la commune de MUSSY SUR SEINE et la commune PLAINES SAINT LANGE fusionnent afin de créer un seul et même COPE au sein du SDDEA sous le nom du COPE EAU POTABLE de MUSSY-PLAINES.

- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire de signer tout document relatif à ce dossier conformément aux propositions telles qu'adoptées à l'issue du vote.

12 voix pour
1 abstention

D48_24 - TRANSFERT COMPETENCE ASSAINISSEMENT

Vu le Syndicat Mixte Ouvert de l'Eau, de l'Eau Potable, de l'Assainissement Non Collectif, des Milieux aquatiques et de la Démoustication (SDDEA), créé depuis le 1^{er} juin 2016 en application de l'arrêté préfectoral DCDL-BCLI 201681-0003 du 21 Mars 2016 ;
Vu les statuts du SDDEA dans leur version en vigueur à la date de la séance ;
Vu la délibération n° 3 du Syndicat SDDEA en date du 2 juin 2016, portant création de la Régie du SDDEA ;
Vu les statuts de la Régie du SDDEA dans leur version en vigueur à la date de la séance ;
Vu le Code général des collectivités territoriales et particulièrement les articles L.1321-1 et suivants ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et particulièrement l'article L.3112-1.

Monsieur Jean-Louis DESMIER, 1^{er} Adjoint, expose au conseil municipal :

Service public de proximité, le SDDEA est un syndicat mixte ouvert à la carte, doté d'une Régie personnalisée. Le SDDEA et sa Régie mènent au quotidien toutes les missions techniques et administratives pour une gestion intégrée du cycle complet de l'eau. Ils assurent ainsi une mission de maîtrise d'ouvrage sur les 5 compétences suivantes : eau potable, assainissement collectif, assainissement non collectif, GeMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) et la démoustication.

A ce titre, Monsieur Jean-Louis DESMIER expose aux membres du Conseil Municipal la possibilité de transférer, à dater du **1^{er} janvier 2025**, la totalité de la compétence « Assainissement Collectif » exercée par la commune au SDDEA, étant précisée que cette structure exploitera ce service d'intérêt public à caractère industriel et commercial au travers de sa Régie.

Ce transfert de compétence implique que le SDDEA sera substitué à la commune pour l'exercice de l'intégralité de la compétence « Assainissement Collectif » que la commune exerçait précédemment.

Ainsi, Monsieur Jean-Louis DESMIER expose la possibilité de fusionner à la date effective du transfert de compétence, soit au 1^{er} janvier 2025, avec la commune de PLAINES SAINT LANGE, afin de créer entre les deux collectivités un COPE commun au sein du SDDEA sous le nom du COPE ASSAINISSEMENT COLLECTIF **MUSSY-PLAINES**.

LE CONSEIL MUNICIPAL, ENTENDU CET EXPOSE ET APRES EN AVOIR RECOURU AU VOTE :

- **DECIDE** de transférer, à dater du 1^{er} janvier 2025, la totalité de la compétence « Assainissement Collectif » exercée par la commune au SDDEA, étant précisé que cette structure exploitera ce service d'intérêt public à caractère industriel et commercial au travers de sa Régie.

- **PREND ACTE** que ce transfert de compétence implique que le SDDEA sera substitué à la commune pour l'exercice de l'intégralité de la compétence « Assainissement Collectif » que cette dernière exerçait précédemment.
- **SUBORDONNE** la réalisation de ce transfert de compétence au respect des conditions suivantes :
Dans l'hypothèse où, dans le cadre de l'exercice de cette compétence, la Commune dispose d'agents à temps plein/temps partiel, le transfert de la compétence de la Commune au SDDEA entraîne le transfert/la mise à disposition des agents nécessaire à la réalisation de cette compétence.
- **ACCEPTE** qu'à la date effective du transfert de compétence, soit au 1^{er} janvier 2025, la commune de MUSSY SUR SEINE et la commune PLAINES SAINT LANGE fusionnent afin de créer un seul et même COPE au sein du SDDEA sous le nom du COPE ASSAINISSEMENT COLLECTIF de MUSSY-PLAINES.
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire de signer tout document relatif à ce dossier conformément aux propositions telles qu'adoptées à l'issue du vote.

12 voix pour
1 abstention

D49_24 - CONTRAT ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE ANNEE SCOLAIRE 2024-2025
--

Vu l'article L. 332-23 1° du code général de la fonction publique autorisant le recrutement sur des emplois non permanents d'agents contractuels pour un accroissement temporaire d'activité ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à savoir : distribution des repas aux enfants inscrits à la cantine, nettoyage et entretien des locaux, accueil de loisirs et périscolaire.

Sur le rapport de Monsieur DESMIER Jean Louis ;

Après délibération, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'Adjoint d'Animation relevant de la catégorie C, pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour la période allant du 19 août 2024 au 31 juillet 2025 inclus.
- **PRECISE** que :
L'agent assurera des fonctions d'Adjoint d'animation à temps non complet pour une durée de service de 22,5 heures hebdomadaires. Sa rémunération sera calculée par référence à l'indice brut 370 IM 368 du grade de recrutement.

13 voix pour

D50_24 - COMPLEMENT DELIBERATION RIFSEEP

Madame Marie-Luce LOISEAU propose à l'assemblée délibérante de compléter le RIFSEEP pour le personnel de la commune eu égard à la création de nouveaux postes :

Le RIFSEEP comprend 2 parts :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle (IFSE)

- Le complément indemnitaire versé selon l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent (CIA)

Après avoir délibéré, le Conseil décide :

- **DE COMPLETER** le R.I.F.S.E.E.P. à compter du 1^{er} juillet 2024 par la création de l'échelle C3,
- **DE METTRE en place l'IFSE et le CIA** dans les conditions indiquées ci-dessus,

13 voix pour

D51_24 - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE PMVE

Monsieur Georges ROYER, 3^{ème} Adjoint, rappelle que cette année, l'association « Pour Mieux Vivre ensemble (PMVE) » participe à la tenue des jeux lors des festivités du 14 juillet sur la Promenade.

Après délibération, le conseil municipal,

- **VOTE** la subvention exceptionnelle pour l'année 2024, d'un montant de 310,00 €

13 voix pour

D52_24 – SUPPRESSION DE POSTES

Madame Marie-Luce LOISEAU rappelle à l'assemblée que suite à la création des postes d'adjoint principal du patrimoine de 1^{ère} classe et adjoint administratif principal de 1^{ère} classe.

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement, Il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique.

Le comité Technique à donner un avis favorable en date du 8 juillet 2024.

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal, Considérant la nécessité de supprimer les postes d'adjoint principal du patrimoine de 2^{ème} classe et adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à temps complet, en raison du changement de grade de Mesdames CORA Delphine et ANDRE Marie-Noëlle, Madame Marie-Luce LOISEAU propose à l'assemblée, la suppression de ces emplois, à compter du 1^{er} juillet 2024.

Après délibération, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- **Décide** la suppression des postes d'adjoint principal du patrimoine de 2^{ème} classe et adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à temps complet, à compter du **1^{er} juillet 2024**.

- **Décide** de modifier le tableau des emplois de la filière administrative et du patrimoine, à compter du 1^{er} juillet 2024 :

13 voix pour

Questions diverses

Monsieur Georges ROYER, 3^{ème} Adjoint, et Monsieur Geoffroy PASTORET, Conseiller Municipal, ont fait une demande de devis pour la réhabilitation de l'aire de jeux de la gare. Le devis, pour quelques réparations s'élève à 17.000,00 €, réparations qui ne seraient que de courte durée.

Un second devis a été réalisé pour une réfection complète et durable pour un montant de 50.000,00 €.

Monsieur PASTORET précise que la SOCOTEC a établi un rapport défavorable sur l'état de l'aire de jeux.

Il demande également aux services techniques de réparer le portillon de l'aire de jeux afin d'éviter qu'un enfant se blesse.

Messieurs ROYER et PASTORET demandent à ce que ce projet soit budgétisé l'an prochain.

Le Maire explique à l'assemblée que Madame Sarah HACQUART, Chargée des publics du Musée de la Résistance de l'Aube, a postulé à une formation de directrice de Musée. Le coût de cette formation sera supporté par la Commune pour un montant de 4.620,00 € si la candidature de Madame HACQUART est retenue. Monsieur le Maire précise qu'il va demander une participation à la DRAC.

Monsieur le Maire donne lecture du courrier de Madame la Sénatrice Evelyne PERROT suite aux violents orages survenus ces dernières semaines.

Monsieur Jean-Louis DESMIER informe l'assemblée qu'il est nécessaire de remplacer la chaudière de la salle des fêtes. Un devis a été réalisé par l'entreprise BERGER, chargée de l'entretien des moyens de chauffage des bâtiments de la commune. Ce dernier s'élève à 25.938,00 HT. La réfection sera terminée pour l'hiver prochain.

Monsieur Jean-Louis DESMIER quitte la séance.

Monsieur le Maire donne lecture du courrier des personnels de santé de Mussy sur Seine et explique aux membres du Conseil Municipal que lesdits personnels de santé de la maison de santé de Mussy demandent à ce que la secrétaire de la maison médicale soit employée par la mairie à temps partiel et mise à disposition afin d'éviter une multitude d'employeurs et simplifier la situation. Actuellement, la secrétaire est employée par le médecin à temps partiel et par les kinésithérapeutes.

Le Docteur MIR intervient pour souligner le soutien que la mairie apporte aux personnels de santé.

Projet à étudier.

Monsieur Geoffroy PASTORET demande à ce que l'aire de jeux soit mieux entretenue (tonte, papiers et objets divers ramassés ...).

Monsieur Pierre WOTAWA, Conseiller Délégué, informe le Conseil Municipal que le dallage du Chœur et du transept sera bientôt terminé.

La mise en place de l'échafaudage sera terminée en août pour restaurer les voûtes endommagées.

Dès que le dallage sera terminé et que la cloison sera remise en place, l'ouverture de la collégiale au public sera possible et effective.

Madame Charlotte DULIERE, Conseillère Municipale, propose de faire faire des fiches explicatives plastifiées.

Monsieur Matteo CORNAGGIA, Conseiller Municipal, rappelle que Monsieur Philippe PICHERY, Président du Conseil Départemental de l'Aube, l'a autorisé à contacter Monsieur Nicolas DOHRMANN, Directeur des Archives et du Patrimoine au Département de l'Aube, afin de réaliser une exposition photos, ayant pour objet la statuaire de l'école de Mussy.

Monsieur Geoffroy PASTORET explique à l'assemblée que durant les élections, plusieurs administrés se sont plaint de l'état de délabrement de la salle polyvalente : carrelage cassé ou inexistant à l'entrée, mousse et lichens côté Est de la salle, et dégradation du sous-bassement côté Ouest, frissette sous l'avancée de l'entrée principale à remplacer...

Il propose de faire des demandes de devis et avis des professionnels pour des conseils de rénovation.

Il informe également le conseil que des vols de matériels ont eu lieu dans l'atelier des services techniques. Il propose de mettre en place un inventaire et un planning d'entretien du matériel ainsi qu'un responsable qui alerterait en cas de panne ou disparition du matériel.

Il propose également de faire appel à un prestataire de service pour la tonte afin de limiter les coûts d'emploi de personnel saisonnier. Par ailleurs, il ne comprend pas que les services techniques commencent à 7h00 le matin en hiver.

Monsieur WOTAWA demande à ce que ces doléances soient faites en présence de Monsieur Jean-Louis DESMIER .

Madame Sophie GORCE, Conseillère Municipale, demande si les effectifs scolaires seront suffisants pour éviter une fermeture de classe. Monsieur le Maire lui répond par l'affirmative.

Elle demande également s'il serait possible de bitumer certains trottoirs afin d'éviter des entretiens fastidieux.

Monsieur Geoffroy PASTORET demande à ce que les trous sur la route de Gommeville soient rebouchés. Madame Sylvie FASENTIEUX, Conseillère Municipale, répond qu'elle emprunte cette route tous les jours et que les services techniques rebouchent les trous régulièrement avec de l'enrobé à froid. Mais compte tenu des intempéries, les trous se reforment régulièrement.

Monsieur Georges ROYER informe l'assemblée que tous les jeux du 14 juillet sur la Promenade sont ouverts aux femmes comme aux hommes.

Les sujets étant épuisés, le Maire lève la séance à 20h55.